

# L'antimilitarisme n'est pas une option mais un devoir

## Résolution à l'adresse du PS Suisse

*« Le capitalisme porte en lui la guerre  
comme la nuée porte l'orage. »*

Jean Jaurès

Depuis quatre ans, un discours militariste s'installe partout. Avec pour conséquence directe une politique de réarmement généralisée. La Suisse ne fait hélas pas exception, s'engageant dans la course à l'armement, avec, en prime, une offensive contre le service civil. Dans un tel contexte, il est plus que jamais important que nous rappelions les valeurs que le PS défend depuis toujours : la solidarité internationale, l'antimilitarisme et le pacifisme.

Il faut réaffirmer que la guerre n'est pas une solution aux conflits. Seule la politique, c'est-à-dire la diplomatie et la négociation, permet une résolution durable des différends. Les résultats désastreux des guerres menées en Afghanistan, en Irak ou encore en Libye en attestent tragiquement. Les changements de régimes ne s'imposent pas par les armes et les tentatives de ces dernières décennies se sont soldées par des échecs cuisants, soit en disloquant le pays, soit en renforçant son régime.

Les conflits en cours en Ukraine, en Palestine, au Liban, au Congo, au Soudan ou encore en Iran rappellent aussi cette vérité cruelle : les premières victimes des guerres sont les populations civiles. Comment peut-on parler de « sécurité de la population » au vu de ces exemples dramatiques ?

Faisant fi de ces éléments, le discours sur les questions d'armement s'est radicalisé. Nous sommes enfermés dans une discussion qui se borne à déterminer le montant à consacrer à cette nouvelle course à l'armement. Omettant au passage la question, pourtant essentielle : pour quelle sécurité voulons-nous investir aujourd'hui ?

Aujourd'hui, chaque centime qui est utilisé pour l'armement est obligatoirement enlevé ailleurs. C'est comme ça qu'on voit des coupes dans l'État social, dans le système de santé ou dans la lutte contre la crise climatique. Cette dernière constitue pourtant une menace bien plus concrète pour notre population que les fantasmes de hauts gradés en mal d'occupation.

Et une chose est certaine : il n'y aura toujours qu'un seul gagnant à de tels choix politiques et financiers : le complexe militaro-industriel, décrié en son temps par Eisenhower lui-même, et son lobby ultra-puissant sous la Coupole. Ceux qui capitalisent sur les guerres et l'impérialisme pour faire de bonnes affaires. Ceux qui essaient de nous faire croire que leur industrie de la mort devrait être considérée comme essentielle à la survie économique de la Suisse.

L'Histoire nous l'enseigne : plus nous nous armons, plus nous renforçons la probabilité de guerres au détriment d'une résolution pacifique des conflits. Bâtir un avenir qui soit sûr pour toutes et tous demande de l'investissement, oui, mais dans la justice sociale, dans la lutte contre le changement climatique, dans l'adaptation à ce changement, mais pas dans l'armement.

Si la gauche s'est toujours battue pour arrêter la course folle à l'armement, c'est parce qu'elle ne voulait pas des guerres qui ont ravagé le monde au siècle passé. A une époque où la montée des nationalismes sous nos latitudes rappelle le début du siècle précédent, il est d'autant plus impératif de réaffirmer qu'une autre voie est possible et que les réflexions qui ont conduit à des décisions politiques courageuses de réduction des arsenaux sont toujours d'actualité.

La menace, c'est le discours militariste qui mène à la guerre, pas le pacifisme !

De la même manière, une approche rationnelle des conflits consiste à miser sur la diplomatie comme instrument politique et non à jouer sur les peurs pour s'armer jusqu'aux dents. Nous voulons d'ailleurs pour preuve que la peur est mauvaise conseillère les achats compulsifs auxquels se livre le gouvernement. Des avions au prix pharaonique qui ne garantissent aucune autonomie décisionnelle, des drones qui ne fonctionnent pas, des systèmes anti-missiles qui sont achetés à double... tout cela pour faire plaisir à des pays qui foulent aux pieds le droit international, alors qu'il est notre meilleure protection contre l'arbitraire de la loi du plus fort.

Par sa neutralité, notre pays a autre chose à offrir au monde qu'une armée de plus, qui de toute façon ne ferait guère le poids en cas de conflit ouvert. Dire cela n'est pas être défaitiste, mais lucide ! C'est dire l'importance de reprendre notre place dans la diplomatie internationale, où notre pays a hélas perdu en crédibilité ces dernières années. En tant que pays dépositaire des Conventions de Genève, nous devons retrouver le chemin d'une diplomatie de la paix active. Ainsi, nous l'affirmons : développer notre engagement dans la coopération internationale, dans le soutien à la résolution pacifiste des conflits est une bien meilleure arme pour notre défense que tous les avions, les bombes, les chars et les drones dont rêve la majorité bourgeoise.

Cette opposition au militarisme ambiant, le programme du Parti socialiste la mentionne clairement : le PS Suisse s'engage pour une société démilitarisée, contre le commerce de la guerre et contre une armée. Nous restons fidèles aux combats de celles et ceux qui ont refusé de s'aligner sur une rhétorique belliqueuse. Nous revendiquons l'héritage du parti de Charles Naine et d'Ernest-Paul Graber qui, à l'aube de la Première Guerre mondiale, ont été les deux seuls conseillers nationaux à refuser les pleins pouvoirs au Conseil fédéral afin de ne pas approuver indirectement les emprunts militaires.

#### **C'est pourquoi le PS Suisse réaffirme :**

- Son antimilitarisme et son pacifisme avec fierté, comme valeurs inhérentes au socialisme ;**
- Son opposition à toutes les exportations de matériel de guerre, et à toutes les tentatives d'assouplir la loi qui les contrôle ;**
- Son opposition à toute augmentation des budgets militaires à venir, dont tous les domaines de sécurité publique font les frais des politiques austéritaires qui s'ensuivent ;**
- La nécessité de permettre que soient soumis à référendum les divers budgets militaires ;**
- Son refus du démantèlement du service civil ;**
- L'urgence que la Suisse retrouve sa place sur la scène diplomatique internationale ;**
- L'importance d'investir dans la coopération internationale pour prévenir les conflits.**